

Convention collective nationale
RETRAITE ET PRÉVOYANCE DES CADRES
(Accord du 14 mars 1947)
(15 juin 1983)

(Etendue par arrêté du 14 mars 1987,
Journal officiel du 13 mai 1987)

AVENANT N° A-270 DU 8 MARS 2013
MODIFIANT L'ANNEXE I DE LA CONVENTION
NOR : ASET1350527M

Entre :

La CGPME ;

L'UPA ;

Le MEDEF,

D'une part, et

La CGT ;

La CFDT ;

La CGT-FO ;

La CFTC ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les articles 1^{er}, 4, 12, 13 *quater*, 13 *sexties* et 26 *bis* de l'annexe I à la convention collective nationale du 14 mars 1947 sont modifiés comme suit :

Dans le premier alinéa de l'article 1^{er}, le mot « trimestrielles » est supprimé.

Le reste de l'article est inchangé.

Dans le dernier alinéa de l'article 4, le mot « trimestrielle » est supprimé.

Les six premiers alinéas de l'article 12 restent inchangés.

Dans le dernier alinéa de cet article, la dernière phrase est, *in fine*, modifiée comme suit :

« A partir du premier jour du mois ou du trimestre civil suivant, selon que l'allocation de réversion a été versée mensuellement ou trimestriellement. »

Les quatre premiers alinéas de l'article 13 *quater* sont inchangés.

Dans le 5^e alinéa de cet article, la dernière phrase est, *in fine*, modifiée comme suit :

« A partir du premier jour du mois ou du trimestre civil suivant, selon que l'allocation de réversion a été versée mensuellement ou trimestriellement. »

Le reste de l'article est inchangé.

Le premier alinéa de l'article 13 *sexties* est inchangé.

Les six alinéas suivants de cet article sont désormais libellés comme suit :

« La date d'effet d'une allocation de réversion visée aux articles 12 à 13 *quinquies* est fixée, sans pouvoir être antérieure à la date de la demande de liquidation de cette allocation :

– pour l'ayant droit d'un retraité :

– au premier jour du mois ou du trimestre civil suivant le décès selon que les allocations de droits directs ont été versées mensuellement ou trimestriellement, si, à cette date, les conditions requises pour en bénéficier sont remplies ;

– ou, à défaut, c'est-à-dire en cas de pension différée, au premier jour du mois civil suivant la date à laquelle ces conditions sont réunies ;

– pour l'ayant droit d'un participant décédé alors qu'il était en activité, au premier jour du mois civil suivant la date à laquelle les conditions d'ouverture des droits sont remplies.

Dans le cas où le service d'une allocation de réversion est interrompu, il reprend à partir du premier jour du mois civil suivant la date à laquelle les conditions sont à nouveau remplies. »

Au paragraphe 1 de l'article 26 *bis*, les quatre premiers alinéas sont désormais libellés comme suit :

« 1. Les allocations sont versées d'avance (terme à échoir) :

a) Mensuellement dans les pays ou territoires énumérés par voie de délibération. Cette périodicité est définitive ;

b) Trimestriellement dans les autres pays ou territoires. Toutefois, l'allocataire peut demander à percevoir ses allocations mensuellement. Cette option vaut pour toutes les allocations servies par les institutions AGIRC ainsi que par les institutions ARRCO appartenant au même groupe de protection sociale. Une fois exercée, cette option est irrévocable et s'applique à la date d'effet de la retraite ou au premier jour du trimestre civil qui suit la demande.

Les allocations correspondant au mois ou au trimestre (selon la périodicité de versement) au cours duquel intervient le décès du participant sont versées intégralement, sans prorata au décès. »

Le 5^e et dernier alinéa du paragraphe 1 de cet article est supprimé.

Au paragraphe 2 de cet article, les deux alinéas sont remplacés par le texte suivant :

« 2. Dans les cas où les mesures prévues par la présente convention ou ses annexes (ou les délibérations prises pour leur application) prévoient la suppression d'une allocation ou d'un avantage de retraite, le service de cette allocation ou avantage est supprimé à partir du premier jour du mois ou du trimestre civil suivant le fait générateur selon que le versement est mensuel ou trimestriel. »

Article 2

Les dispositions du présent avenant s'appliquent aux allocations versées à compter du 1^{er} janvier 2014.

Fait à Paris, le 8 mars 2013.

(Suivent les signatures.)